

DEPARTEMENT DE LOIR ET CHER



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
SERVICES DITS SOCIAUX ET AUTRES SERVICES
SPECIFIQUES
C.C.A.P.

Marché de fourniture de Chèques d'Accompagnement Personnalisés pour les bénéficiaires
du CIAS du Blaisois

Centre Intercommunal d'Action Sociale du Blaisois (CIAS)

4, rue des Cordeliers

41 000 BLOIS

SOMMAIRE

PREAMBULE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES

ARTICLE 3 - PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

ARTICLE 4 - DELAIS D'EXECUTION - DUREE DU MARCHE (pour les marchés à bons de commande) - PENALITES

ARTICLE 5 - RESPONSABILITE POUR VOLS ET DEGRADATIONS

ARTICLE 6 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

ARTICLE 7 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLES DES MATERIAUX ET PRODUITS

ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES FOURNITURES OU PRESTATIONS

ARTICLE 9 - CONTROLES ET ADMISSIONS DES FOURNITURES ou RECEPTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 10 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

ARTICLE 11 – RESILIATION

ARTICLE 12 - DEROGATIONS AU CCAG

PREAMBULE

La fourniture de Chèques d'Accompagnement Personnalisé, créés par l'article 138-1 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 et réglementés par le décret n° 99-862 du 6 octobre 1999 à destination des collectivités territoriales, des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, des Centres Communaux et Intercommunaux d'Action Sociale, des Caisses des Ecoles et des Associations de Solidarité Agréées, ci-après tous dénommés « les distributeurs », sont attribués aux personnes en situation de précarité.

Dans le présent contrat, sont désignés par les termes :

- « les Bénéficiaires » : les personnes qui reçoivent les chèques d'accompagnement personnalisé.
- « les Prestataires » : les personnes qui acceptent les chèques d'accompagnement personnalisé pour l'acquisition de biens, produits ou services.

Le chèque d'accompagnement personnalisé donne droit, au profit de son Bénéficiaire, à l'acquisition de biens, produits ou services dont la nature, mentionnée sur le chèque, a été, préalablement à sa remise, définie par le Distributeur et ce conformément aux dispositions de l'article 7 du décret du 6 octobre 1999.

L'utilisation du chèque d'accompagnement personnalisé par les Bénéficiaires est soumise à une vérification :

- D'une part, du Prestataire qui contrôle que le chèque d'accompagnement personnalisé qui lui est remis respecte les conditions fixées par le Distributeur et certifie l'usage dans les conditions définies à l'article 4 du décret sus mentionné.
- D'autre part, de la société émettrice qui subordonne le paiement du chèque d'accompagnement personnalisé au Prestataire à la condition que celui-ci ait effectivement certifié que l'usage du chèque a été conforme aux conditions fixées par le Distributeur et ce en vertu des dispositions de l'article 5 troisième alinéa du décret sus mentionné.

L'objectif du chèque d'accompagnement personnalisé, tel que défini par la loi, nécessite que le Distributeur sensibilise les Bénéficiaires sur la finalité du chèque d'accompagnement personnalisé, ses conditions d'utilisation et les conséquences qui pourraient résulter d'une utilisation non conforme.

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières est un marché de services dits « sociaux et autres services spécifiques » passé sous la forme d'une procédure adaptée. L'objet du marché est notamment de définir les modalités de commande des chèques d'accompagnement personnalisé, de leur règlement, de leur remboursement ou de leur échange, de leur durée de conservation, du mode de calcul de la commission due à la société émettrice en sus de la valeur faciale des chèques.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

1.1.1 - Documentation

Rubrique sans objet

1.1.2 – Normes

Les normes sont conformes à celles décrites dans le décret n° 99-862 du 6 octobre 1999 relatif aux chèques d'accompagnement personnalisé.

1.1.3 - Spécifications techniques

Se reporter au CCTP

1.1.4 - Partie(s) contractante(s)

Le Centre Intercommunal d'Action Sociale du Blaisois (CIAS)

Représentée par son Président en exercice ou son représentant dûment habilité.

1.2 - Tranches et lots

Lot unique

1.3 - Procédure de passation des marchés :

Le présent marché public est passé selon la procédure adaptée conformément aux articles R 2123-4 à R 2123-7, R 2131-14 et R 2131-15 du Code de la commande publique.

Le présent marché est un accord cadre à bons de commande.

Le marché est un marché sans montant annuel minimum et sans montant annuel maximum.

Le délai de validité des offres est fixé à **90** jours à compter de la date de remise des offres.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché rédigées en français, sont les suivantes par ordre de priorité :

A - PIECES PARTICULIERES

- Règlement de consultation
- Acte d'engagement (A.E).
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)
- Tous autres documents souhaitables pour le dossier (Spécimen de chéquier, liste des prestataires affiliés par la société sur le territoire d'Agglopolys et sur l'ensemble du territoire départemental, note méthodologique, mémoire technique, sur le développement durable...)

Le CCAP et le CCTP, dont les exemplaires sont conservés dans les archives de l'Administration, font seuls foi.

B - PIECES GENERALES

Les documents applicables étant ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, ce mois est celui qui précède celui de la remise des offres. Ces documents sont réputés connus de l'entreprise bien que n'étant pas joints au dossier.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés de fournitures courantes et services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services).

ARTICLE 3 - PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 - Contenu des prix - mode d'évaluation des prestations et de règlement des comptes

Les prix du marché sont hors TVA.

Ils correspondent, d'une part, à la valeur faciale des chèques d'accompagnement personnalisés commandés et, d'autre part, à la prestation fournie par la société émettrice calculée en pourcentage du montant de ces chèques d'accompagnement personnalisés.

Un forfait minimum de facturation peut être fixé.

Le pourcentage de rémunération appliqué au montant de la commande est unique et devra être précisé dans l'acte d'engagement ainsi que sur chaque facturation.

3.1.1 – Règlement des prestations

Le distributeur procède au paiement des factures de la société émettrice, à réception de la livraison, par deux règlements séparés correspondant d'une part au montant total de la valeur faciale de la commande et d'autre part au montant de la prestation de service et ce quelque soit le mode de règlement.

3.1.2 - Acomptes

Sans objet

3.1.3 - Le projet de décompte final sera présenté en 3 exemplaires

3.1.4 - Les fournitures / prestations non prévues

Les prestations seront réglées conformément à l'article 3.1.1 du CCAP.

3.2 - Variation dans les prix pour l'ensemble des prestations

3.2.1 - Les prix sont fermes et actualisables

3.2.2 - Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques au mois qui précède celui du jour fixé pour la remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro"

3.2.3 - Choix des indices de référence

L'indice de référence est l'indice coicop 12.6

3.2.4 - Modalités de variation des prix

Actualisation :

Le montant de la prestation sera révisé au 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'évolution de l'indice coicop 12.6 selon la formule suivante :

$$P_n = P_i \times I_n / I_o$$

P_i est le pourcentage initial de la valeur faciale des chèques retenu pour le calcul de la prestation

P_n est le pourcentage actualisé

I_o est l'indice du mois qui précède celui du jour fixé pour la remise des offres

I_n est l'indice du mois de janvier de l'année N + 1

Le coefficient de révision ou d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

3.2.5 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde seront calculés en appliquant les taux de TVA conformément aux textes en vigueur.

3.3 - Désignation et paiement des sous traitants en cours de marché

Sans objet

3.4 - Paiement

3.4.1- Conditions

Les paiements seront effectués dans les conditions des articles 3 et 6 du présent CCAP sur présentation de factures en 3 (trois) exemplaires portant le numéro de référence du marché.

Les factures seront adressées à :

CIAS du Blaisois
4, rue des cordeliers
41000 BLOIS

3.4.2 - Délai de paiement

Le CIAS du Blaisois libérera des sommes dues dans le délai maximal de 30 jours.

En cas d'intérêts moratoires, le taux applicable sera celui de la banque centrale européenne majoré de huit points.

3.4.3 Avance

Sans objet

ARTICLE 4 - DELAIS D'EXECUTION - DUREE DU MARCHE (pour les marchés à bons de commande) - PENALITES

4.1 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à compter du 1^{er} janvier 2026.

4.1.1 – Durée

La durée du marché court du 1^{er} janvier 2026 pour deux ans.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de un an.

4.1.2– Modalités de reconduction

Sans objet

4.2 - Prolongation du délai d'exécution

Ce nombre de jours supplémentaires sera déterminé par le CIAS du Blaisois.

Conformément à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, la décision sera notifiée au prestataire dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la demande du titulaire.

4.3 Pénalités

Il est précisé que les pénalités ne sont pas elles-mêmes assujetties à la TVA.

4.3.1 - Pénalités pour retard

En dérogation au CCAG FCS, les pénalités pour retard de livraison sont celles définies à l'article 6.3 du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 5 - RESPONSABILITE POUR VOLS ET DEGRADATIONS

Conformément à l'article 6.4 du CCTP, la société émettrice est responsable, en cas de perte ou de vol, jusqu'à la livraison.

ARTICLE 6 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

6.1 – Nantissement

En vue de l'affectation en nantissement du présent marché, en application de l'article R 2191-54 à 58 du code de la commande publique, il est spécifié que le comptable chargé des paiements est le Trésorier Principal du secrétariat général commun de Romorantin-Lanthenay.

La personne compétente pour fournir les renseignements énumérés à l'article R2191-60 et 61 du code de la commande publique est le Président du CIAS du Blaisois.

ARTICLE 7 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les chèques d'accompagnement personnalisés devront être conformes aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 – Conditions d'exécution ou de livraison

Adresse(s) d'exécution ou de livraison :

Direction Départementale des Finances Publiques
10 rue Louis Bodin
41000 BLOI

Personne(s) à contacter en cas de difficulté : Madame Magalie Léonard 02 54 57 41 20
magalie.leonard@ciasdublaisois.fr

Horaires d'ouverture : 8 H 45 - 12 H et 13 H 30 - 17 H du lundi au jeudi
13 H - 17 H le vendredi

8.2 - Période de préparation, programme d'exécution des prestations

A compter du début du marché

8.3 - Etat des lieux

Sans objet

8.4 - Mesures à observer après l'exécution des prestations

Sans objet

8.5 - Performances environnementales

Sans objet

ARTICLE 9 - CONTROLES DES PRESTATIONS/ASSURANCES

9.1 – Réception, admission et contrôle des prestations

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les vérifications quantitatives sont effectuées par le trésorier Principal du secrétariat général commun de Romorantin-Lanthenay, au moment de la livraison. Elles portent sur la conformité des valeurs faciales des chèques reçus aux bons de commande.

Les vérifications qualitatives des prestations sont effectuées par le pouvoir adjudicateur.

Les frais de vérification sont à la charge du pouvoir adjudicateur lorsque les vérifications sont exécutées dans ses propres locaux.

Les opérations de vérifications se dérouleront conformément aux articles 27 à 31 du CCAG FCS.

9.2 - Délai de garantie

Conformément à l'article 33 CCAG FCS

9.3 – Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG FCS, le prestataire devra justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

9.4 - Carence de l'entrepreneur en matière d'assurance

Conformément à l'article 41.1 du CCAG FCS, dans le cas où le prestataire manquerait à l'obligation de contracter ou de maintenir en état de validité l'assurance mentionnée à l'article précédent, le pouvoir adjudicateur, et après mise en demeure, est en droit de résilier le marché ou de contracter lui-même cette assurance ou de la maintenir en état de validité ou d'intervenir comme payeur direct.

Les frais correspondants seront retenus sur les situations d'acomptes et reversés aux assurances dans les conditions prévues aux contrats.

ARTICLE 10 – REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Conformément à l'article 46 du CCAG FCS.

Le tribunal compétent est le Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans Cedex.

ARTICLE 11 - RESILIATION

Les clauses de résiliation du présent marché sont conformes à l'article 38 et suivants du CCAG FCS et 9.4 du présent CCAP.

ARTICLE 12 - DEROGATION(S) AU CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées:

Tableau à renseigner

ARTICLES DU CCAG	ARTICLES DU CCAP
------------------	------------------

Art 4.1	Art 2
Art 14.1	Art 4.3.1